

(N° 401)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 18 JUILLET 1923.

- 1° Projet de loi portant quelques dispositions propres à accélérer l'examen des demandes de réparation des dommages de guerre et à préparer graduellement la suppression des juridictions spéciales;
 - 2° Projet de loi modifiant certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation résultant des faits de la guerre ⁽¹⁾.
-

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. CARTON DE WIART.

MESSIEURS,

Dans sa séance du 15 juin 1922, la Chambre des Représentants a été saisie par M. le Ministre de la Justice et M. le Ministre des Affaires Économiques d'un projet de loi portant quelques dispositions propres à accélérer l'examen des demandes de réparation des dommages de guerre et à préparer graduellement la suppression des juridictions spéciales. (Session de 1921-1922, n° 319.)

D'autre part, le Sénat a adopté le 12 juin 1923 et a transmis à la Chambre un autre projet que M. le Ministre de la Justice et M. le Ministre des Affaires Économiques avaient soumis au Sénat le 13 mars 1923 et qui « modifie certaines dispositions des lois sur les cours et tribunaux des dommages de guerre et sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre ». (Session de 1922-1923, n° 344.)

La Section centrale, qui avait été désignée pour délibérer sur le premier de ces projets, a été constituée en Commission spéciale par une décision de la Chambre en date du 13 juin 1923 afin d'examiner le second. Cette Commission

(1) Projets de loi, n° 319 (session de 1921-1922) et 344 (session de 1922-1923.)

(2) La Commission était composée de MM. MECHelynck, président, CARTON DE WIART, COLLEAUX, DE BRUYCKEN, VAN ISACKER, VAN WALLEGHEM et VERACHTERT.

spéciale a soumis à une étude d'ensemble les deux projets qui ont entre eux d'évidentes affinités. C'est au nom de cette Commission que nous avons l'honneur de proposer à la Chambre de fusionner les deux projets en un texte unique, sauf à amender ou à réserver certaines des dispositions qui lui étaient soumises.

* *

Les deux projets poursuivent la réalisation du programme de simplification inauguré par la loi du 25 octobre 1921, qui a modifié la loi sur les cours et tribunaux des dommages de guerre en vue d'accélérer les réparations.

C'est dans ce but que le Gouvernement propose de restreindre l'intervention des assesseurs, aussi bien devant les cours que devant les tribunaux spéciaux, aux cas déterminés par le président de la juridiction qui prendra l'avis du commissaire principal. L'expérience a démontré, dit l'exposé des motifs, que la charge financière que représente l'intervention des assesseurs ne répond pas aux résultats utiles de cette intervention.

L'examen de cette disposition a provoqué diverses observations de la part de ceux qui redoutent les inconvénients du « juge unique ». Toutefois, la majorité de votre Commission, tenant compte de l'avantage qu'il y a à réduire les frais et à hâter l'expédition des affaires, s'est ralliée à cette réforme, qui trouve d'ailleurs un contrepoids dans la garantie du droit d'appel.

L'article 2 du premier projet modifie aussi une disposition des lois coordonnées sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, aux termes de laquelle l'appel des jugements interlocutoires n'est recevable que s'il est interjeté concurremment avec l'appel de la décision définitive au fond. Certains tribunaux, déclare l'exposé des motifs, abusent du recours aux experts. Ces abus retardent les décisions et gonflent les frais. L'appel des jugements interlocutoires pourra permettre aux Cours des dommages de guerre de réagir contre ces abus.

En pareil cas, le même article autorise et organise le droit d'évocation par la Cour. Votre Commission estime qu'afin de ne pas heurter les principes juridiques en matière d'évocation, il conviendrait de rédiger de façon plus restrictive et plus précise l'article 2 *in fine*, dont la dernière phrase serait amendée comme suit :

« En cas de confirmation du jugement, *lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive*, la Cour a la faculté d'évoquer, *même d'office*, si le commissaire de l'État ou le sinistré ne s'y opposent pas. »

L'article 3 du premier projet fixe dorénavant à un an la durée du mandat des membres des juridictions des dommages de guerre. Votre Commission est d'avis que le Gouvernement doit pouvoir même, s'il le juge bon, prévoir un mandat plus court. D'autre part, elle s'est ralliée à l'article 4 qui dispose qu'au cas de suppression d'une chambre, l'arrêté royal désignera nominativement les membres de la juridiction dont le mandat prendra fin. Cet article permettra au Gouvernement de faire un choix entre les magistrats, de façon à maintenir en fonctions ceux qu'il jugera les plus aptes et les plus méritants.

*
* *

Le second projet, voté par le Sénat, est plus important encore. Son article 4^{er} prévoit la faculté de transférer les attributions des juridictions spéciales aux cours et tribunaux de droit commun. Les articles 2 et 3 attribuent à la déclaration de désistement de l'appel un effet immédiat de désaisissement, pour autant que cette déclaration se fasse dans les trois mois du prononcé du jugement. Ils autorisent aussi l'appel incident que l'article 63 ne permet que s'il y a appel par le commissaire dans le cas d'homologation. L'article 4 étend largement le droit de régler par voie de transaction, conformément à l'article 42 de la loi du 25 avril 1920, modifié par l'article 2 de la loi du 23 octobre 1921, les demandes de réparations. L'article 5 élargit, en matière de réparations, les droits de la femme mariée. D'autre part, il étend l'exemption des frais de timbre et d'enregistrement aux actes à produire devant l'administration des finances, en vue de la liquidation des indemnités allouées. Quant à l'article 6, il a pour but de mettre fin aux abus auxquels donne souvent lieu le droit de cession qui est reconnu aux sinistrés. Enfin, l'article 7 du projet apporte quelques modifications au régime fiscal en matière de cession des droits à réparation des dommages de guerre.

Le Sénat a adopté ce projet, dans sa séance du 12 juin 1923, par 65 voix contre 26 et 2 abstentions. Au cours du débat, différentes critiques ont été formulées, notamment par M. le baron de Sadeleer qui a rappelé qu'aux termes de l'arrêté-loi du 23 octobre 1918 qui a prévu leur institution, les juridictions appelées à statuer sur les demandes de dommages de guerre doivent jouir des prérogatives ordinaires. L'honorable sénateur ajoutait qu'en permettant au Gouvernement de révoquer à son gré et au cours de leur mandat les membres de ces juridictions, le projet allait à l'encontre de la loi organique. Le Sénat a eu égard, d'ailleurs, en une certaine mesure, à des considérations de ce genre en amendant le projet gouvernemental dont l'application est écartée lorsqu'il s'agit d'affaires en délibéré.

Faut-il aller plus loin et admettre, lorsqu'il s'agit de juridictions temporaires, comme le sont les tribunaux de dommages de guerre, le principe de l'inamovibilité du juge spécial, pendant la durée de son mandat? Votre Commission ne l'a pas pensé. Tout en rendant à ces juridictions spéciales les hommages auxquelles elles ont droit, tout en reconnaissant qu'elles ont acquis une expérience précieuse pour le règlement des litiges qui leur sont déférés, elle a cru qu'aucun principe constitutionnel ne s'opposait à la réforme proposée par le Gouvernement et que les garanties d'indépendance et d'impartialité qu'il importe d'assurer aux sinistrés ne seront nullement réduites par la substitution des magistrats de l'ordre judiciaire aux membres des juridictions des dommages de guerre, non plus que par le transfert des attributions de ces tribunaux spéciaux aux cours et aux tribunaux de droit commun.

Est-ce à dire que cette substitution et ce transfert pourront se faire arbitrairement sans aucune considération pour les intérêts des personnes qui ont accepté, à titre d'ailleurs provisoire, la tâche lourde et grosse de responsabilités qui consiste à statuer sur les nombreuses demandes de dommages de guerre.

introduites dans toutes les régions du pays? La portée exacte de la réforme a été déterminée, au Sénat, par M. le Ministre des Affaires Économiques, dans la séance du 12 juin 1923 :

« Voici à quel point de vue le Gouvernement s'est placé : le Ministre de la Justice et moi-même, qui avons chacun, à des titres divers, la charge et la surveillance de ces juridictions, nous avons constaté que le moment n'était pas éloigné où l'on pourrait les transformer. Nous avons prévu d'abord qu'à mesure que les affaires deviendront moins nombreuses, nous pourrions remplacer les juges actuels, non pas par qui nous voudrions, non pas par voie de révocation et de remplacement arbitraire, mais par un magistrat de l'ordre judiciaire, limitant ainsi le choix du Roi pour ce remplacement et excluant toute idée d'arbitraire. Ne sera-ce pas plutôt une garantie plus grande pour les sinistrés d'être jugés par des magistrats de carrière que par des magistrats occasionnels ?

» Et, après tout, les orateurs qui ont été d'accord pour rendre hommage à la magistrature n'eussent-ils pas été heureux de pouvoir, dès le début, déférer ces affaires au jugement de vrais magistrats ? Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ? Parce qu'il n'y en avait pas assez et que les affaires étaient trop nombreuses. Actuellement, le nombre d'affaires diminue ; elles sont, pour la plupart, instruites, et il y a des tribunaux qui, d'ici peu de mois, n'auront plus à juger qu'un nombre de litiges insuffisant pour occuper leurs audiences. Nous demandons que, dans ces circonstances, au moment où la raison d'être de ces tribunaux spéciaux disparaît, nous ne soyons plus obligés de maintenir en fonctions jusqu'au bout des trois années les magistrats occasionnels, et que nous puissions les remplacer dans ces fonctions par de vrais magistrats. C'est le premier stade que nous envisageons.

» Le second stade prévoit — c'est la stipulation *in fine* de l'article — l'autorisation de déférer *in globo* les attributions de ces tribunaux exceptionnels aux tribunaux ordinaires, c'est-à-dire de rentrer dans la règle commune. Nous avons pour but, tout en préparant la démobilisation de ces magistrats, si je puis m'exprimer ainsi, de donner plus de garantie aux sinistrés et d'exclure tout arbitraire possible en limitant le choix de leurs remplaçants à des magistrats de carrière déjà en fonctions.

» Je crois que, devant cette constatation, tous les scrupules doivent s'évanouir. Quant à l'autre préoccupation, qui, sans doute, s'affirme moins, mais que vient d'exprimer cependant avec franchise le deuxième orateur, celle du sort des juges et assesseurs des tribunaux de guerre, elle est sans doute légitime dans une certaine mesure, et ne nous a pas échappé. Il faut cependant en convenir : ceux qui ont été chargés de cette mission spéciale ont su qu'elle ne pouvait être que transitoire et que leur devoir était de tâcher de l'abréger autant qu'ils le pouvaient par leur diligence et non de la prolonger. De plus, s'il est vrai que pendant qu'ils étaient en fonction ils ont pu établir leur budget en comptant sur cette ressource spéciale, il n'a pas été exigé d'eux qu'ils résignent préalablement leurs fonctions ou leur profession. Ils sont restés avocats, s'ils étaient avocats. Ils n'ont dû renoncer à aucune source de revenu antérieur. Aucun autre sacrifice ne leur a été demandé que le sacrifice du temps pendant lequel ils siègent. Ils n'ont donc pas

à se plaindre si, leur mission accomplie, la rémunération cesse : ils se trouvent dans la même situation que les avocats chargés d'une affaire ou d'une série d'affaires. Lorsque celles-ci sont liquidées, ils ne songent nullement à demander qu'on les garde en fonctions. »

L'article 4 des lois coordonnées du 25 avril 1920 sur les cours et tribunaux des dommages de guerre prévoit déjà qu'au cas de suppression d'un tribunal ou d'une chambre, les fonctions des magistrats qui composent le tribunal ou la chambre supprimés, cesseront de plein droit à partir de la date de la mise en vigueur de l'arrêt royal. Par application du même principe, il en sera de même, — et votre Commission propose de le dire, — lorsque le Roi fera usage des droits nouveaux que lui confère l'article 1^{er} du projet voté par le Sénat, et qui devient l'article 3 du projet de la Commission.

En ce qui concerne le désistement de l'appel, votre Commission s'est ralliée au texte voté par le Sénat, mais en exigeant que le commissaire de l'État près la Cour d'appel, lorsqu'il procède à ce désistement, y soit spécialement autorisé par le Ministre des Affaires Économiques.

L'extension du droit de transaction a été également approuvée par votre Commission qui a cru toutefois devoir modifier, dans la rédaction, l'article qui y est relatif. Il n'est nullement certain, en effet, que — jusqu'à ce jour — ce droit existât pour les réparations en nature, de quelque espèce qu'elles fussent, aussi bien pour celles qui peuvent être accordées en vertu de l'accord Bemelmans qu'à celles qui ne s'y rattachent pas.

En ce qui concerne la rédaction nouvelle à donner à l'article 73 des lois coordonnées sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, — cet article concerne notamment les droits de la femme mariée, — votre Commission est d'avis que la femme mariée doit pouvoir désormais recevoir le montant de ses indemnités personnelles sans l'assistance de son mari. La liquidation de ces indemnités, souvent très modestes, et qui peuvent être dues pour des dommages aux personnes, est parfois compliquée par l'absence du mari. Il suffit, pensons-nous, pour respecter les principes du Code civil, de réserver au mari le droit d'opposition.

Quant aux articles 6 et 7 du projet voté par le Sénat, et qui apportent d'importantes innovations dans la matière des cessions, ces dispositions ont soulevé de longues discussions et il a paru à votre Commission qu'il vaudrait mieux, afin d'assurer le vote du projet au cours de la présente session, disjoindre purement et simplement ces deux articles.

C'est à l'unanimité de ses membres que votre Commission a l'honneur de vous proposer, dans ces conditions, le texte amendé tel qu'il est annexé au présent rapport.

Le Rapporteur,
H. CARTON DE WIART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

(6)

(N° 401)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 18 JULI 1923.

- 1° Wetsontwerp houdende enkele beschikkingen tot het bespoedigen van het onderzoek der rechtsvorderingen tot herstel van oorlogsschade en het trapsgewijs voorbereiden van de afschaffing der bijzondere rechtscolleges ;
- 2° Wetsontwerp tot wijziging van zekere bepalingen der wetten op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade en op het herstel der uit oorlogsfeiten voortspruitende schade ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **CARTON DE WIART**.

MIJNE HEEREN,

In zijne vergadering van 15 Juni 1922, werd bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers door den Minister van Justitie en den Minister van Economische Zaken een wetsontwerp aanhangig gemaakt, houdende enkele beschikkingen tot het bespoedigen van het onderzoek der rechtsvorderingen tot herstel van oorlogsschade en het trapsgewijs voorbereiden van de afschaffing der bijzondere rechtscolleges. (Zittingsjaar 1921-1922, n° 319.)

Bovendien heeft de Senaat, op 12 Juni 1923, aan de Kamer een ander ontwerp overgemaakt dat de Minister van Justitie en de Minister van Economische Zaken bij den Senaat hadden ingediend, op 13 Maart 1923, en dat « zekere bepalingen wijzigt der wetten op de hoven en de rechtbanken voor oorlogsschade en op het herstel der uit oorlogsfeiten voortspruitende schade ». (Zittingsjaar 1922-1923, n° 344.)

De Middenafdeeling die gelast was te beraadslagen over het eerste dezer

(1) Wetsontwerpen, n° 319 (zittingsjaar 1921-1922) en 344 (zittingsjaar 1922-1923).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHERYNCK, bestond uit de heeren CARTON DE WIART, DE BRUYCKEN, VAN ISACKER, VAN WALLEGHEM en VERACHTERT.

ontwerpen, werd tot bijzondere commissie, bij besluit der Kamer, op 13 Juni 1923, aangesteld om ook het tweede ontwerp te onderzoeken.

Deze Bijzondere Commissie heeft beide ontwerpen, die blijkbaar verwant zijn, samen onderzocht. Uit naam van deze Commissie hebben wij de eer aan de Kamer voor te stellen beide ontwerpen in een enkelen tekst samen te smelten, mits enkele der voorgestelde bepalingen te wijzigen of voor te behouden.

* * *

Beide ontwerpen beoogen de verwezenlijking van het programma van vereenvoudiging ingevoerd bij de wet van 25 October 1921, tot wijziging der wet op de rechtbanken voor oorlogsschade om het herstel van oorlogsschade te bespoedigen.

Te dien einde stelt de Regeering voor, zoowel voor de hoven als voor de bijzondere rechtscolleges, het optreden der bijzitters te beperken tot de gevallen bepaald door den voorzitter van het rechtscollege die het advies van den hoofdcommissaris zal vragen. De ondervinding leert, zegt de Memorie van Toelichting, dat de financieele last van het optreden der bijzitters niet in verhouding is tot de nuttige uitslagen van dit optreden.

Het onderzoek van deze bepaling lokte meerdere aanmerkingen uit vanwege degenen die beducht zijn voor de bezwaren van het stelsel van den alleensprekenden rechter. De meerderheid der Commissie echter, rekening houdend met het voordeel de kosten te besnoeien en de afwikkeling der zaken te bespoedigen, sloot zich bij deze hervorming aan, die haar tegenwicht vindt in den waarborg van het recht van beroep.

Artikel 2 van het eerste ontwerp wijzigt ook eene bepaling der samengeordende wetten op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade naar luid waarvan, het beroep ingesteld tegen de tusschenvonnissen slechts ontvankelijk is, zoo het tegelijkertijd wordt ingesteld met het beroep van het eindvonnis over den grond der zaak. Sommige rechtbanken, verklaart de Memorie van Toelichting, maken misbruik van het onderzoek door deskundigen. Deze misbruiken vertragen de vonnissen en jagen de kosten in de hoogte. Het beroep van de tusschenvonnissen zal de Hoven voor oorlogsschade in staat stellen tegen deze misbruiken in te gaan.

In zulk geval regelt het artikel het recht van aantrekking van het Hof. Uwe Commissie is van meening dat, om niet in te druischen tegen de juridische beginselen op het stuk van aantrekking, men artikel 2 *in fine* op meer beperkende en duidelijke wijze zou moeten doen luiden, met den laatsten volzin als volgt te wijzigen :

« Bij bekrachtiging van het vonnis, *wanneer de zaak voor eene eindbeslissing vatbaar is*, kan het Hof, *zelfs van ambtswege*, de zaak aan zich trekken, zoo de Staatscommissaris of de geteisterde zich daartegen niet verzet. »

Artikel 3 van het eerste ontwerp stelt op één jaar den duur vast van het mandaat der leden van de rechtscolleges voor oorlogsschade. Uwe Commissie is van

meening dat de Regeering, zoo zij het oorbaar acht, zelfs een mandaat van korteren duur moet kunnen voorzien. Uwe Commissie heeft zich aangesloten bij artikel 4 dat voorziet dat, bij afschaffing eener kamer, het Koninklijk Besluit de namen aanduidt der leden wier mandaat ten einde loopt. Dit artikel stelt de Regeering in de mogelijkheid een keus te doen onder de magistraten, zoodat de meest bekwaam geachte en de meest verdienstelijke in hun ambt zouden kunnen worden behouden.

*
* * *

Het tweede ontwerp, door den Senaat goedgekeurd, is nog belangrijker. Het eerste artikel van dit ontwerp voorziet het recht de bevoegdheden van de bijzondere rechtscolleges aan de hoven en rechtbanken van gemeen recht over te dragen. De artikelen 2 en 3 kennen aan de verklaring waarbij afgezien wordt van het beroep een onmiddellijk uitwetsel tot onttrekking toe, in zooverre deze verklaring gedaan wordt binnen drie maanden volgend op de uitspraak van het vonnis. Zij staan ook het beroep van een tusschenvonnis toe, dat artikel 63 enkel verleent als de commissaris in geval van homologeering beroep instelt. Artikel 4 breidt het recht uit van de regeling bij dading der aanvragen tot herstel overeenkomstig artikel 42 der wet van 25 April 1920, gewijzigd door artikel 2 der wet van 23 October 1921. Artikel 5 breidt inzake herstel de rechten uit der gehuwde vrouw en der wettelijke vertegenwoordigers van de onbekwamen. Daarbij breidt het de vrijstelling van zegel- en registratiekosten uit tot de akten die, om de uitkeering der verleende schadeloostelling te bekomen, aan het beheer van financiën moeten voorgelegd worden. Artikel 6 heeft voor doel de misbruiken te doen ophouden waartoe het recht van afstand, dat aan de geteisterden wordt verleend, aanleiding geven. Ten slotte brengt artikel 7 eenige wijzigingen toe aan het fiscaal stelsel inzake afstand van het recht op vergoeding voor oorlogschade.

De Senaat nam dit ontwerp aan op 12 Juni 1923, met 65 tegen 26 stemmen en 2 onthoudingen. Tijdens het debat werden verschillende bezwaren in het midden gebracht, namelijk door baron de Sadeleer, die er op wees dat, naar luid van het besluit-wet van 23 October 1918 waarbij zij werden ingesteld, de rechtscolleges die moeten uitspraak doen over de aanvraag van oorlogsschade over de gewone voorrechten moeten beschikken. De geachte senator voegde er aan toe dat het strijdig zou zijn met de organieke wet, de Regeering toe te laten naar goedvinden en gedurende de uitoefening van hun mandaat de leden van deze rechtscolleges af te zetten. De Senaat had overigens rekening gehouden met beschouwingen van dien aard met amendementen voor te stellen op het regeeringsontwerp, dat niet toepasselijk is als het in beraad gehouden zaken geldt.

Moet men verder gaan en het principieel aannemen van de onafzetbaarheid van den bijzonderen rechter gedurende den duur van zijn mandaat, als het tijdelijke rechtscolleges geldt, zooals de rechtbanken voor oorlogsschade? Uwe Commissie meent van neen. Wij brengen aan die bijzondere rechtscolleges alle verdiende

hulde, wij erkennen dat zij eene kostbare ondervinding hebben opgedaan om de hun voorgelegde geschillen te regelen, doch zij meent dat geen enkel grondwettelijk principie zich verzet tegen de hervorming door de Regeering voorgesteld en dat de waarborgen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid, die aan de geteisterden moeten verzekerd zijn, geenszins verminderd worden door het feit dat de leden der rechtscolleges voor oorlogsschade zouden vervangen worden door magistraten van de rechterlijke orde, en evenmin door het overbrengen der bevoegdheden dezer bijzondere rechtbanken naar de rechtbanken van gemeen recht.

Wil zulks zeggen dat dit vervangen en overdragen willekeurig mag geschieden? Moet men rekening houden met de belangen dergenen, die overigens ten voorloopigen titel, de zware met veel verantwoordelijkheid gepaarde taak aanvaard hebben, uitspraak te doen over de talrijke aanvragen voor oorlogsschade uit al de gewesten van het land binnengekomen? De juiste beteekenis der hervorming werd in de vergadering van den Senaat van 12 Juni 1923 door den Minister van Economische Zaken aangegeven :

« Ziehier op welk standpunt de Regeering zich heeft geplaatst : de Minister van Justitie en ik zelf, die elk ten verschillenden titel den last van en het toezicht over die rechtscolleges te dragen hebben, wij hebben bevonden dat het oogenblik nabij was dat zij konden worden gewijzigd. Wij hebben eerst voorzien dat, naar gelang het aantal zaken vermindert, de huidige rechters kunnen worden vervangen, niet naar goeddunken, niet door eene willekeurige afstelling en vervanging, doch door een magistraat van de rechterlijke orde, en dat de keuze van den Koning bij die vervanging zou beperkt worden en alle willekeur uitgesloten. Zal het niet veeleer een grootere waarborg zijn voor de geteisterden door beroepsmagistraten dan wel door gelegenheidsmagistraten hunne zaken berecht te zien?

» En zouden feitelijk de sprekers, die het eens zijn om hulde te brengen aan de magistratuur, niet gelukkig zijn geweest van den beginne af die zaken aan echte magistraten voor te leggen? Waarom heeft men dit niet gedaan? Omdat er geen rechters genoeg en de zaken te veel waren. Thans vermindert het aantal zaken; en er zijn rechtbanken die over enkele weken niet meer over een voldoende aantal geschillen te beslissen hebben om hun zittingen in beslag te nemen. Wij vragen dat, in die voorwaarden, op het oogenblik dat de reden van bestaan van die bijzondere rechtbanken verdwijnt, wij niet zouden verplicht zijn gedurende drie volle jaren de gelegenheidsmagistraten in hun ambt te behouden, en hen in dat ambt door ware rechters zouden mogen vervangen. Dit is het eerste stadium dat wij op het oog hebben.

» Het tweede stadium voorziet — namelijk de bepaling *in fine* van het artikel — de toelating de bevoegdheden van die uitzonderlijke rechtbanken *in globo* aan de gewone rechtbanken over te dragen, en dus weer de gewone regeling aan te nemen. Met de demobilisatie van die magistraten eerst voor te bereiden, hebben wij voor doel meer waarborg te geven aan de geteisterden en alle willekeur uit te sluiten, daar zij alleen door beroepsrechters, die reeds hun ambt bekleeden, zouden vervangen worden.

» Ik meen dat deze beschouwingen alle bezwaren doen wegvallen. Wat de andere bezorgdheid betreffende het lot der rechters en bijzitters van de oorlogsrechtbanken aangaat, zij is stellig in zekere mate billijk, en ontging ons niet. Toch moet men toegeven dat degenen, die met deze zending belast werden, wisten dat zij maar tijdelijk was en dat zij voor plicht hadden haar zoo kort mogelijk te maken en niet te verlengen. Daarbij, zoo het waar is dat zij gedurende de uitoefening van hun ambt in hun bestaan hebben kunnen voorzien door middel van deze bijzondere inkomsten, zoo werd van hen niet vereischt vooraf hun ambt of hunne bezigheden op te zeggen. Zij bleven advocaat indien zij advocaat waren. Zij mochten van geene enkele vroegere bron van inkomst afzien. Van hen werd, behalve den tijd waarop zij moeten zetelen, geen enkele opoffering gevergd.

» Zij hebben dus geen reden te klagen zoo, eens hunne zending afgelopen, de bezoldiging ophoudt : zij verkeerden in denzelfden toestand als de advocaten belast met eene zaak of een reeks zaken. Zijn deze afgewikkeld, dan denken zij er heelemaal niet meer aan in hun ambt behouden te worden. »

Artikel 4 der geordende wet van 25 April 1920 op de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, voorziet dat, in geval van afschaffing van eene rechtbank of eene kamer, de bevoegdheid van de magistraten die deel uitmaken van deze afgeschafte rechtbank of kamer, van rechtswege ophoudt op den dag dat het Koninklijk besluit van kracht wordt. Bij toepassing van hetzelfde beginsel, zal dit ook het geval zijn — en uwe Commissie stelt voor dit te zeggen — wanneer de Koning gebruik maakt van de nieuwe rechten hem toegekend door het eerste artikel van het door den Senaat goedgekeurde ontwerp, en dat artikel 4 van het ontwerp der Commissie wordt.

Wat betreft het afzien van het beroep, sluit uwe Commissie zich aan bij den tekst door den Senaat goedgekeurd, mits te eischen dat de Staatscommissaris bij het Hof van Beroep, wanneer hij van dit beroep afziet, daartoe bijzonder gemachtigd zij door den Minister van Economische Zaken.

De uitbreiding van het recht van dading werd ook door uwe Commissie goedgekeurd, die echter gemeend heeft den tekst van het artikel, daarmede in verband, te moeten wijzigen. Het staat volstrekt niet vast dat — totnogtoe — dit recht bestond voor het herstel *in natura*, van welken aard het ook weze, zoowel voor het herstel dat kon worden verleend krachtens de overeenkomst Bemelmans als voor dit dat daarmede niet in verband staat.

Wat betreft den nieuwen tekst van artikel 73 der samengeordende wetten op de Hoven en Rechtbanken voor oorlogsschade, — dit artikel bedoelt, onder meer, de rechten der gehuwde vrouw, — is uwe Commissie van meening dat de gehuwde vrouw voortaan, zonder bijstand van haren man, het bedrag dezer persoonlijke vergoedingen moet kunnen ontvangen. De vereffening dezer vaak geringe vergoedingen, en die kunnen verschuldigd zijn wegens schade aan personen, is soms zeer ingewikkeld uit hoofde van de afwezigheid van den man. Om de beginselen van het Burgerlijk Wetboek te vrijwaren, volstaat het, naar onze meening, het recht van verzet aan den man voor te behouden.

De artikelen 6 en 7 van het ontwerp van den Senaat, die belangrijke nieuwe wijzigingen invoeren op het stuk van afstand, gaven aanleiding tot lange besprekingen en het kwam uwe Commissie voor dat het beter ware, om de goedkeuring van het ontwerp te verzekeren in den loop van dit zittingsjaar, deze beide artikelen gewoonweg te splitsen.

Bij eenparigheid stelt de Commissie voor, in deze voorwaarden, den gewijzigden tekst, die bij het verslag is gevoegd, goed te keuren.

De Verslaggever,

H. CARTON DE WIART.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

ANNEXE AU N° 401.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

La durée des mandats des membres des juridictions des dommages de guerre sera désormais fixée au maximum à un an.

ART. 2.

En cas de suppression d'une chambre, l'arrêté royal désigne nominativement les membres de la juridiction dont le mandat prendra fin.

ART. 3.

Sauf pour les affaires en délibéré, le Roi peut, dans la mesure et sous les modalités qu'il détermine, substituer des magistrats de l'ordre judiciaire aux présidents, présidents de chambres ou vice-présidents des juridictions des dommages de guerre, même au cours de leur mandat; supprimer le concours des assesseurs, même au cours de leur mandat; mettre fin au mandat même en cours des greffiers et greffiers-adjoints; transférer tout ou partie des attributions des dites juridictions aux cours et tribunaux de droit commun.

BIJLAGE VAN N° 401.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

EERSTE ARTIKEL.

De duur van het mandaat der leden van de rechtscolleges voor oorlogsschade wordt op ten hoogste één jaar vastgesteld.

ART. 2.

Bij afschaffing van eene kamer worden de leden van het rechtscollege, wier mandaat een eind nemen moet, in het Koninklijk besluit bij hunnen naam aangeduid.

ART. 3.

Behalve voor de zaken in beraad, kan de Koning, in de mate en op de wijze door hem bepaald, de voorzitters, voorzitters van kamers of ondervoorzitters van de rechtscolleges voor oorlogsschade, zelfs gedurende den loop van hun mandaat, door magistraten van de rechterlijke orde vervangen; de medewerking der assessoren afschaffen, zelfs gedurende den loop van hun mandaat; een einde stellen aan het mandaat, zelfs gedurende den loop daarvan, van de griffiers en adjunct-griffiers; de bevoegdheden van gemelde rechtscolleges geheel of gedeeltelijk aan de hoven en rechtbanken van gemeen recht overdragen.

Dans les cas ainsi prévus, les fonctions des magistrats, greffiers et greffiers-adjoints cessent de plein droit à partir de la date de la mise en vigueur de l'arrêté royal.

ART. 4.

Peuvent être réglées par transactions, conformément à l'article 42 de la loi du 25 avril 1920, modifié par l'article 2 de la loi du 23 octobre 1921 sur les cours et tribunaux des dommages de guerre, quel que soit le montant de la demande :

1° Les réparations en nature de toute espèce;

2° Les réparations dues, en vertu des lois coordonnées sur les dommages résultant des faits de la guerre, aux provinces, aux communes, aux établissements publics ainsi qu'aux entreprises qui exploitent une concession sur le domaine public;

3° Les réparations à accorder aux victimes civiles de la guerre;

4° Les réparations à accorder pour assurer la restauration agricole des terres soumises à l'application de la loi du 15 novembre 1919, modifiée par celle du 8 août 1922, de même que les réparations à accorder aux propriétaires de terres dévastées qui ont restauré leurs terres au moyen de l'un des modes prévus aux articles 12, 13, 14 et 15 de l'arrêté royal du 30 août 1920, pris en exécution de la loi du 24 février 1919.

ART. 5.

Il peut être interjeté appel, avant

In de aldus voorziene gevallen neemt het ambt van de magistraten, griffiers en adjunct-griffiers van rechtswege een eind vanaf den dag der inwerkingtreding van het Koninklijk besluit.

ART. 4.

Bij dading kunnen geregeld worden, overeenkomstig artikel 42 der wet van 25 April 1920, gewijzigd bij artikel 2 der wet van 23 October 1921 op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, welk het bedrag van den eisch ook zij :

1° Het herstel in natura van allerlei aard;

2° Het herstel, krachtens de samengeordende wetten op de uit oorlogsfeiten voortvloeiende schade verschuldigd aan de provinciën, gemeenten, openbare inrichtingen, alsook aan de ondernemingen die eene concessie op het openbaar domein in bedrijf hebben;

3° Het aan de burgerlijke oorlogsslachtoffers te verleenen herstel;

4° Het herstel te verleenen tot het weer bebouwbaar maken van de gronden, waarop de wet van 15 November 1919, gewijzigd door deze van 8 Augustus 1922, van toepassing is, alsmede het herstel te verleenen aan de eigenaars van verwoeste landerijen, die hunne gronden weer bebouwbaar hebben gemaakt op eene der wijzen voorzien bij de artikelen 12, 13, 14 en 15 van het Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920, genomen ter uitvoering van de wet van 24 Februari 1919.

ART. 5.

Hooger beroep kan, vóór elk besluit

toute décision au fond, des jugements ordonnant une expertise. Si le jugement est infirmé et que la matière soit disposée à recevoir une décision définitive, la Cour pourra statuer en même temps sur le fond définitivement, par un seul et même jugement. En cas de confirmation du jugement, lorsque la matière est disposée à recevoir une décision définitive, la Cour a la faculté d'évoquer, même d'office, si le commissaire de l'État ou le sinistré ne s'y opposent pas.

ART. 6.

Le commissaire de l'État près la Cour d'appel des dommages de guerre spécialement autorisé par le Ministre des Affaires Économiques ainsi que le sinistré peuvent, jusqu'à la clôture des débats devant la Cour, se désister de l'appel qu'ils ont relevé du jugement dont la Cour est saisie.

Le désistement se fait par déclaration au greffe de la Cour ou à l'audience à laquelle l'affaire est appelée.

La déclaration au greffe de la Cour est faite en personne ou par lettre recommandée à la poste. Le greffier en avise la partie intimée par lettre recommandée à la poste.

Le désistement dessaisit la Cour indépendamment de toute intervention de la partie intimée.

Celle-ci est admise à se pourvoir par voie d'appel incident conformément à l'article 443 du Code de procédure civile, aussi longtemps que subsiste l'appel principal.

over den grond der zaak, worden ingesteld tegen vonnissen, waarbij een deskundig onderzoek wordt bevolen. Is het vonnis te niet gedaan en de zaak zoo ver gebracht dat hieromtrent eene eindbeslissing kan worden gegeven, dan kan het Hof meteen, bij een en hetzelfde vonnis, over den grond der zaak definitief uitspraak doen. Bij bevestiging van het vonnis, wanneer de zaak zoo ver is gebracht dat hieromtrent eene eindbeslissing kan worden genomen, kan het Hof de zaak aan zich trekken, zelfs van ambtswege, zoo de Staatscommissaris of de geteisterde zich daartegen niet verzetten.

ART. 6.

De Staatscommissaris bij het Hof van beroep voor oorlogsschade, bijzonder gemachtigd door den Minister van Economische Zaken, en de geteisterde kunnen, zoolang de debatten voor het Hof niet zijn gesloten, afzien van het door hen ingesteld beroep tegen het vonnis, dat voor het Hof werd aangebracht.

Het afzien geschiedt bij verklaring ter griffie van het Hof of ter terechtzitting waarop de zaak werd opgeroepen.

De verklaring ter griffie van het Hof wordt gedaan in eigen persoon of bij ter post aangeteekenden brief. De griffier geeft daarvan kennis, bij ter post aangeteekenden brief, aan de in beroep gedaagde partij.

Door het afzien wordt de kennisgeving der zaak aan het Hof onttrokken onaan gezien elke tusschenkomst der in beroep gedaagde partij.

Deze kan beroep bij tusschengeschil instellen overeenkomstig artikel 443 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, zoolang het beroep over de hoofdzaak blijft bestaan.

ART. 7.

Le délai de quarante jours prévu au deuxième alinéa de l'article 69 des lois coordonnées sur les cours et tribunaux des dommages de guerre commencera à courir à partir de la notification de la décision, objet du recours.

Le délai de huit jours prévu au troisième alinéa du même article est porté à trente jours.

Le délai de deux ans prévu à l'article 74 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des faits de la guerre commencera à courir à partir de la date fixée pour l'exécution du remploi dans la décision définitive sur la demande en réparation.

ART. 8.

Les articles 73 et 81 des lois coordonnées sur les cours et tribunaux des dommages de guerre sont modifiés comme suit :

« ART. 73. — Les représentants légaux des incapables peuvent, sans aucune autorisation, exercer au nom de ceux-ci les actions résultant de la présente loi.

» La femme mariée peut exercer ces actions, relativement à ses biens personnels, sans l'assistance de son mari et recevoir, dans les mêmes conditions, le montant de ses indemnités, sauf opposition du mari, préalablement notifiée au bureau des cessions et nantissements.

» ART. 81. — Les actes, extraits, copies, expéditions ou toutes autres pièces destinées à la justification soit de l'existence ou de la quotité des dommages, soit de la qualité ou de la capa-

ART. 7.

De termijn van veertig dagen, voorzien bij lid 2 van artikel 69 der wet op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade, loopt vanaf de beteekening der beslissing, waartegen beroep is ingesteld.

De termijn van acht dagen, voorzien bij lid 3 van ditzelfde artikel, wordt tot op dertig dagen gebracht.

De termijn van twee jaren, voorzien bij artikel 74 der samengeordende wetten op het herstel der schade voortvloeiende uit de oorlogsfeiten, loopt vanaf den datum, tot uitvoering van de wederbelegging bepaald in de eindbeslissing over de vordering tot herstel.

ART. 8.

De artikelen 73 en 81 der samengeordende wetten op de hoven en rechtbanken voor oorlogsschade worden gewijzigd als volgt :

« ART. 73. — De wettelijke vertegenwoordigers der onbekwamen kunnen, zonder eenige machtiging, in dezer naam de rechtsvorderingen instellen, voortvloeiende uit deze wet.

» Wat hare persoonlijke goederen betreft, kan de gehuwde vrouw die rechtsvorderingen instellen zonder den bijstand van haren man en, onder dezelfde voorwaarden, het bedrag harer vergoedingen ontvangen, behoudens verzet van den man, vooraf beteekend aan het bureel der overdrachten en pandgevingen.

» ART. 81. — De akten, uittreksels, afschriften, uitgiften of alle andere stukken bestemd tot het bewijs, hetzij van het bestaan of van het bedrag der schade, hetzij van de hoedanigheid of

cité des intéressés, peuvent être produits devant les tribunaux et cours des dommages de guerre ou aux agents chargés du paiement des indemnités, sans avoir été soumis aux formalités du timbre et de l'enregistrement. »	van de bekwaamheid der belangheb- benden, kunnen voorgelegd worden aan de rechtbanken voor oorlogsschade of aan de met de uitbetaling der vergoe- dingen belaste agenten, zonder vooraf onderworpen te zijn geweest aan de formaliteiten van zegel en registratie. »
--	--
